



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE LA VENDÉE

Direction des relations avec les collectivités territoriales  
et des affaires juridiques  
Bureau du tourisme  
et des procédures environnementales et foncières  
Section des installations classées (ICPE)

La Roche-sur-Yon, le **22 DEC. 2010**

✉ marc.villain@vendee.gouv.fr

☎ 02 51 36 72 65

Références à rappeler : MV n° 2010/1076

Dossier n° 2004/2510

Monsieur le Directeur,

Par courrier du 7 décembre 2010 complété le 15 décembre 2010, vous m'avez informé, au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), de votre projet d'agrandissement du site de fabrication de bateaux, situé Zone Industrielle de La Loge sur la commune du POIRE-SUR-VIE, avec la construction d'un bâtiment moulage de 7809 m<sup>2</sup>, d'un bâtiment montage de 14210 m<sup>2</sup> et d'un auvent de 1926 m<sup>2</sup>.

Les caractéristiques au titre ICPE seront les suivantes :

- celles n'ayant pas changé par rapport aux déclarations antérieures :
- existence d'un stockage de peroxydes organiques de moins de 1500 kg,
- emploi de 9600 kg/j de résine,
- la quantité de matière susceptible d'être traitée, par tout procédé exclusivement mécanique (ébarbage), est de 11,5 t/j,
- le volume de polymère (résine et gel coat) susceptible d'être stocké est de 60 m<sup>3</sup> (inférieur au seuil de déclaration),
- application de moins de 100 kg/j de colle, par pulvérisation.
- celles modifiées, qui restent au régime de déclaration :
- la capacité totale équivalente du stockage de liquides inflammables, après augmentation, sera de 15 m<sup>3</sup>,
- l'installation de compresseurs, avec la mise en place d'un appareil supplémentaire, aura une puissance totale de 150 KW.

Au vu des éléments présentés, je considère que ces travaux ne constituent pas une modification substantielle au sens de l'article R 512-54 du code de l'environnement et le récépissé de déclaration qui vous a été délivré le 9 février 2005, reste valable.

Ainsi, les prescriptions relatives aux rubriques n° 1212-5b (arrêté ministériel du 10 novembre 2010), 1432-2b (arrêté ministériel du 22 décembre 2008), 2661-1b et 2661-2b (arrêté du 14 janvier 2000), 2920-2b (anciennement 361), 2940-2b (arrêté ministériel du 15 juillet 2009), de la nomenclature des ICPE, jointes à ce courrier, dont certaines relèvent du régime de déclaration avec contrôle périodique (voir au verso), doivent être respectées, ainsi que celles de mon arrêté n° 05-DRCLE/1-136 du 8 mars 2005, relatives à la tenue au feu des bâtiments.

Je transmets copie de cette lettre au maire du POIRE-SUR-VIE, au service instructeur du permis de construire (Subdivision territoriale DDTM La Roche-sur-Yon), pour valoir justification de dépôt de la demande visée à l'article R.431-20 du code de l'urbanisme, au chef du groupe de subdivisions de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), inspecteur des installations classées, ainsi qu'au directeur départemental des services d'incendie et de secours.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Le préfet,  
Pour le préfet,

Le secrétaire général de la Préfecture de la Vendée.

Monsieur le Directeur de la S.A. BENETEAU  
Zone Industrielle des Mares - BP 66  
85270 SAINT-HILAIRE-DE-RIEZ

François PESNEAU